



IL N'Y A PAS D'ÂGE POUR MILITER

Rose-Marie LAGRAVE

Directrice d'études EHESS IRIS/EHESS

Si l'Université des Femmes de Bruxelles se pose la question suivante : « 40 ans de féminisme : pour quoi faire ? », c'est qu'il reste encore beaucoup à faire. 40 ans de féminisme n'ont pas suffi à éradiquer l'emprise des multiples violences que les femmes subissent dans le monde. Du sort inique et barbare fait aux Afghanes, à la régression du droit à l'avortement dans certains États fédéraux aux États-Unis, en passant par les viols des jeunes filles perpétrés par des combattants de Boko Haram au Niger, et par l'augmentation du nombre des féminicides en France, la réponse est toute trouvée : les luttes et les recherches féministes ont un bel avenir devant elles. Cet avenir, comme horizon d'attente de futurs combats, est déjà en germe dans le présent, lui-même héritier d'un passé reconfiguré selon les évolutions politiques des contextes nationaux et internationaux. Retracer ce continuum entre passé, présent et futur à partir de quelques exemples pris surtout dans le champ académique permet de retourner la question – « pour quoi faire » – en un impératif d'action : l'urgence de faire.

POUR UNE SOCIOHISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ DES FEMMES

Les luttes féministes ont un passé que cet anniversaire des 40 ans devrait mettre à l'honneur. Un passé récent, d'abord, puisque l'Université des Femmes a été créée en 1972 en lien avec le GRIF (Groupe de Recherche et d'Information Féministe), s'autonomisant en 1982, histoire institutionnelle peu connue d'un public français. Un passé de longue durée aussi, si on resitue cette création dans la sociohistoire des mouvements féministes belges, dont peut être l'Université des Femmes est l'héritière et/ou la fraction critique. Quoi de plus judicieux que d'envisager une monographie de l'Université des Femmes pour fêter son 40ème anniversaire ? En retissant les fils de son histoire, en présentant les biographies de ses initiatrices et de ses militantes, en restituant les récits de ses publics successifs, on disposerait alors d'un cas singulier d'institutionnalisation d'une co-construction de réflexions féministes produites entre chercheuses et praticiennes embarquées dans un même désir de savoir et de faire savoir. Cette recherche participerait ainsi à donner une meilleure visibilité à des ini-

tatives originales qui balisent le champ universitaire européen, tout en favorisant les comparaisons de pays à pays. En un moment où les études de genre et les approches intersectionnelles font l'objet en France d'une chasse aux sorcières, et en Hongrie d'une interdiction pure et simple, rappeler que l'institutionnalisation des études féministes fut un combat sans merci auquel les unes et les autres avons pris notre part au risque d'être délégitimées dans nos recherches, serait une salutaire entreprise. Revisiter l'émergence, la consolidation et les clivages scientifiques et politiques des études de genre permettrait de mettre au jour les variations nationales des luttes pour parvenir à institutionnaliser une nouvelle offre de recherche selon la plus ou moins grande ouverture des univers académiques aux études de genre, et selon leur capacité à assurer la liaison entre savoirs militants et savoirs académiques. Cette revisite devrait rouvrir la question des relations entre recherches académiques et recherches issues de l'expérience de militantes féministes, dont l'Université des Femmes est l'une des représentantes les plus singulières. Cette liaison entre savoirs militants et savoirs académiques dont j'ai analysé

les tensions dans le champ académique français¹ est un chantier à reprendre pour mieux éclairer les controverses actuelles qui ponctuent régulièrement le champ académique.

LE PASSÉ, PALIMPSESTE DU PRÉSENT

Retraverser le passé n'est pas simplement restituer une sociohistoire des études de genre ; c'est surtout en retenir des enseignements pour mieux déchiffrer le sens des attaques actuelles contre elles, et fourbir des arguments pour les contrer. Pendant 40 ans, avec des fortunes et des infortunes diverses, les recherches sur le genre sont parvenues à s'inscrire dans les institutions académiques. Malgré une vigilance constante, on pouvait penser à juste titre qu'une étape était franchie, qu'une jeune génération avait pris la relève avec talent et détermination². C'était sans compter avec des tactiques souterraines qui progressivement ont pris la relève des dénigrements antérieurs. Il ne s'agit plus à présent de remettre en cause l'institutionnalisation des études de genre, mais de destituer leur prétention à la scientificité. La nouveauté tient également à la collusion

entre pouvoir politique, académique et une fraction de chercheur.es qui, avec des arguments contrastés, porte des attaques envers un champ de recherche qui, pourtant, avait fait ses preuves. Au nom d'une importation étasunienne, au nom d'un usage répressif de la « neutralité axiologique », responsables politiques et certain.es chercheur.es font de l'intersectionnalité et de la liaison entre militantisme et recherche le bouc émissaire de leur croisade politique. Alors même que les références internationales et les recherches comparées sont des critères de plus en plus décisifs dans les délibérations au sein des comités de sélection des nouveaux entrants dans l'enseignement supérieur et la recherche, les apports étasuniens sont accusés de venir polluer le champ scientifique français. En 2020, le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, par un glissement illogique dont il a le secret, passe allégrement de l'intersectionnalité à l'islamisme : « Il y a un combat à mener contre une matrice intellectuelle venue des universités américaines et des thèses intersectionnelles, qui veulent essentialiser les communautés et les identités, aux antipodes de notre modèle républicain qui, lui, postule l'égalité entre les êtres humains, indépendamment de leurs caractéristiques d'origine, de sexe, de religion. C'est le terreau d'une fragmentation de notre société et d'une vision du monde qui converge avec les intérêts des islamistes. Cette réalité a gangrené notamment une partie non négligeable des sciences sociales françaises »³. Outre son grossier contre-sens qui assimile l'intersectionnalité à un essentialisme, et que nul correcteur ne laisserait passer, J. M. Blanquer méconnaît que des deux côtés de l'Atlantique, des chercheuses travaillaient de façon concomitante à l'élaboration de concepts opératoires pour saisir dans un même mouvement des rapports sociaux imbriqués, soit en termes de « consubstantialité »⁴, soit sous le vocable d'intersectionnalité⁵. Fort de sa position politique, il donne le ton⁶ : des universitaires et des journalistes lui emboîtent le pas, et des listes de noms de celles et ceux qualifiés dorénavant d'islamo-gauchistes sont publiées⁷. Mais il n'y suffit pas ; il faut renouer avec le discrédit déjà présent au moment de l'institutionnalisation des études de genre, et le porter au cœur même des recherches. L'entreprise de disqualification des études de genre se fait sous la hou-

lette usurpée de Max Weber, en reconvertissant la neutralité axiologique en détecteur de militantisme. Le « tract » de Nathalie Heinich - *Ce que le militantisme fait à la recherche*⁸ - se présente comme un pamphlet destituant toute liaison entre militantisme et recherche, au nom d'une définition scientiste et scholastique des sciences sociales, disqualifiant dans un même fourre-tout les études de genre, dé-coloniales, et l'intersectionnalité. Ceux et celles que N. Heinich appelle les « académo-militants » n'ont pas leur place dans le champ académique, appelé à faire lui-même le ménage entre vrais et faux chercheurs. Ainsi, au soupçon de militantisme qui présidait à l'institutionnalisation des études de genre, et à mesure de leurs avancées conceptuelles, succèdent à présent des tentatives de délégitimation académique de ces recherches, en leur contestant le label de science, même lorsqu'elles ont été reconnues par les comités de spécialistes. Il a fallu la collusion entre pouvoir politique et une fraction du monde académique pour que cette dernière se sente autorisée à sortir du bois, au nom d'une science épurée de ses scories militantes⁹. Un comité des juges autoproclamé de la « bonne » science entend ainsi se substituer aux évaluations par les pairs.

POUR L'AVENIR, LE MILITANTISME N'A PAS DIT SON DERNIER MOT

Face à ces attaques, on sait faire : ne pas lâcher sur la liaison entre militantisme et recherche, et à cet égard, l'Université des Femmes a dessiné une voie dont on peut s'emparer. En faisant la liaison entre enseignement et recherche, en déconstruisant les savoirs dominants y compris universitaires lorsqu'ils ratifient les multiples dominations de l'ordre social, en favorisant l'accès de femmes sans diplômes, l'Université des Femmes promeut un modèle dans lequel se croisent réflexivité critique des savoirs par expérience et des savoirs savants, les uns et les autres passés au crible des biais masculinistes qu'ils peuvent véhiculer. En postulant une même reconnaissance de savoirs acquis par différents canaux, l'Université des Femmes confère une légitimité cognitive aux expériences militantes, matrice d'une disposition critique incorporée qui s'exerce tant sur les expériences individuelles passées que sur les dispositifs d'acquisition des savoirs en sciences sociales. À cet égard, l'exer-

cice consistant à situer sa position tout au long du procès de recherche atteste la conciliation de l'impératif féministe voulant élucider « d'où l'on parle », et le point de vue situé devenu l'exercice préalable à toute recherche¹⁰. Plus encore, les effets des dominations multiples vécues par les femmes tout au long de la vie sont les meilleurs radars pour déceler sous une chape savante la reconduction des schèmes de pensée sexistes et racistes. Le militantisme est une école de lucidité face à l'ordre social inégalitaire ; croisé avec les propositions théoriques des sciences sociales concernant le poids des structures dans la reproduction des dominations, le tandem militantisme/recherche est un outil affûté pour analyser sur le temps long la persistance des inégalités, malgré les luttes féministes. Attelage fructueux à condition de rester attentive aux biais militants prompts à prendre le pas sur des preuves empiriques nuancées, d'une part, et d'autre part, à condition d'exercer une réflexivité critique sur les propositions des sciences sociales à disposition, qui, parce qu'elles sont estampillées scientifiques, n'en demeurent pas moins, pour certaines des courroies de transmission savantes d'un monde social légitimé à tourner comme il tourne au profit des dominants.

À 40 ans, l'âge de la maturité militante et scientifique, ne se pose plus la question « pour quoi faire », ou « que faire », tant sont nombreux les défis à relever. Contre les détracteurs de la circulation internationale des idées¹¹, il faut opposer une internationale des combats féministes et de la recherche. Face aux tenants de la neutralité axiologique comme mise au pas d'une recherche aseptisée, on doit rappeler que la neutralité est une position politique et scientiste. Aux pouvoirs politiques de tous ordres, il est urgent de redire qu'ils n'ont pas barre ni compétence sur le champ académique. C'est son autonomie qui est entamée ; c'est la cause des sciences sociales qu'il faut défendre, car les coups de boutoir concernant la cause des femmes ne sont que le début d'une entreprise de destruction plus large concernant les approches critiques en sciences sociales. ■

-
- 1 Rose-Marie Lagrave, « Recherches féministes ou recherches sur les femmes ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 83, 1990, p. 27-39.
 - 2 Isabelle Clair et Elsa Dorlin (dir.) *Photo de famille. Penser des vies intellectuelles d'un point de vue féministe*, Paris, éditions de l'EHESS, 2022.
 - 3 Jean-Michel Blanquer, Journal Du Dimanche (JDD) du 25 octobre 2020.
 - 4 Danièle Kergoat, « Ouvriers = ouvrières ? Propositions pour une articulation théorique des deux variables : sexe et classes sociales », *Critiques de l'économie politique*, 1978, no 5, pp. 65-97.
 - 5 Kimberlê Crenshaw, « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination, Feminist Theory and Antiracist Politics », *University of Chicago Legal Forum*, 1, 1989, p. 139-167.
 - 6 Rose-Marie Lagrave, « Intersectionnalité : Blanquer joue avec le feu », *Libération*, 25 octobre 2020.
 - 7 « Liste des 600 gauchistes complices de l'islam radical qui pourrissent l'Université et la France », *Le Site*, 2 février 2021.
 - 8 Nathalie Heinich, *Ce que le militantisme fait à la recherche*, Paris, Tracts/Gallimard, mai 2021.
 - 9 Rose-Marie Lagrave, « Une haine tentaculaire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 200, p. 4-13, à paraître automne 2022.
 - 10 Sandra Harding, *The Feminist Stanpoint Theory Reader*, New York et Londres, Routledge, 2004.
 - 11 Collectif, « La circulation internationale des idées », *Actes de la recherche en sciences sociales*, tome 45, janvier 2003.
-